



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

Lettres béninoises / Nicolas Baverez

éd. A. Michel, 2014

cote : 59.633

Il ne faut pas se laisser abuser par le titre ; ce n'est en rien une évocation du Bénin qui est seulement le pays d'origine du rédacteur imaginaire de ces lettres, Alexandre Bono. Celui-ci, directeur général du FMI, conduit à Paris une mission d'expertise de son organisation internationale sur la situation économique et financière de la France. On est en 2040. Installé à l'hôtel Ritz, au cœur de la capitale, avec trois collaborateurs et protégé par un policier français, Alexandre Bono écrit à sa femme demeurée à Cotonou, capitale d'un État devenu extraordinairement prospère depuis le boom économique du continent africain des deux décennies précédentes. Ses lettres sont également adressées à ses enfants qui ont des situations professionnelles remarquables à San Francisco, Doubaï ou Berlin.

Dès le premier jour de son séjour en France, le directeur général du FMI fait part de sa consternation devant l'état de ce pays qui sollicite une fois de plus l'aide du FMI pour faire face à une situation financière catastrophique. Plus rien ne fonctionne faute de moyens budgétaires pour couvrir les dépenses courantes des services publics. La dette est colossale. Les grèves succèdent aux grèves. Le commerce est agonisant, l'industrie moribonde faute d'investisseurs et de marchés perdus au bénéfice de pays étrangers en plein essor. L'insécurité règne dans une ville qui n'a plus la possibilité d'assurer la protection de ses habitants. Bref c'est un désastre et la situation s'aggrave de jour en jour.

En dépit des objurgations de son épouse et de ses enfants qui lui demandent de regagner d'urgence Washington en raison des menaces qui pèsent sur le renouvellement de son mandat, Alexandre Bono veut poursuivre sa tentative désespérée de sauver son ancien pays colonisateur auquel le rattachent la langue, la culture et l'histoire. Le déclin de la France est tel qu'elle n'est plus membre du Conseil de sécurité à l'ONU depuis dix ans. Elle court à la faillite si des mesures courageuses de sont pas prises. « La France est devenue un enfer pour les Français et un repoussoir pour le reste du monde » (p. 174).

Le directeur général s'obstine à poursuivre son analyse de l'état alarmant du pays et ne veut pas renoncer sans avoir exposé ses propositions au Président de la République. Il ne veut pas laisser la France s'enfoncer dans la crise et perdre le bénéfice des quelques atouts qui lui restent, la qualité de ses chercheurs, le prestige de sa langue partagée par tant de pays dans le monde. Mais l'inconscience, l'aveuglement



Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).

Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

et le refus de voir la réalité en face du chef de l'État sont tels qu'Alexandre Bono finit par se rendre aux instances de sa famille, il renonce à poursuivre sa mission et rejoint le FMI.

Ainsi résumée cette fiction alarmiste est-elle l'anticipation excessive d'un déclin dont dans d'autres ouvrages et articles Nicolas Béverez se fait l'annonceur en présence des carences actuelles qu'il dénonce ? On ne peut ne pas reconnaître à travers la situation qu'il décrit des allusions évidentes à ce qui en 2014 est un objet de préoccupation de la part des Français : la croissance incontrôlée de la dette nationale, la dégradation du pouvoir d'achat, la pauvreté, l'épouvantail de l'islamisme et du racisme, la perte d'influence de la France sur l'échiquier international. Sous l'apparence d'une description imaginaire se cache un pamphlet sévère contre la classe politique et ses atermoiements. Les inconséquences du président de la république de 2040 sont suffisamment transparentes pour ne pas y voir une référence à l'actualité de 2014. La charge est-elle trop forte et doit-elle être appréciée autrement que comme une mise en garde de ce qui pourrait advenir à la France si elle ne parvenait pas à maîtriser son destin ?

Quelque soit la portée de l'avertissement on ne peut qu'espérer qu'il contribue à éclairer l'opinion publique. On peut toutefois se demander si celle-ci en aura beaucoup connaissance en raison du titre de l'ouvrage si éloigné du sujet qu'il risque de dissuader les lecteurs ; les comptes rendus qu'en a donnés la presse économique permettront sans doute de donner à cet intéressant ouvrage l'audience qu'il mérite par la lucidité de sa réflexion.

Michel David